



Douaniers : le ministère joue la politique de la terre brûlée

Jeudi 21 novembre, plus de 1600 douaniers, venus de toutes la France, étaient réunis devant Bercy pour crier leur colère. Qu'ils se soient déplacés en car, en métro, en train, en avion, à pied... ils étaient présents pour dire au ministre, dans une unité syndicale sans faille, à quel point les suppressions d'emplois et les réformes sans fin détruisent leurs missions. Devant l'autisme dont a fait preuve le ministère, face à la délégation intersyndicale, les douaniers sont contraints de poursuivre leur lutte pour la reconnaissance de l'utilité publique de leurs missions.

Depuis un an maintenant, les douaniers se sont inscrits dans une bataille pour réhabiliter leurs missions et faire barrage aux suppressions d'emplois. Leurs effectifs étaient de 19 000 en 2007. Aujourd'hui, ils sont à peine plus de 16 500. Mais pire encore, la Direction générale prévoit, à l'horizon 2018, la suppression de 1500 emplois de douaniers supplémentaires !

Et pourtant, la Douane n'est plus comme beaucoup le pense encore une administration destinée à contrôler nos frontières. C'est tout le contraire. Leurs missions vont de la lutte contre la concurrence déloyale, les délocalisations, le dumping fiscal et social, les contrefaçons (et pas seulement de produits de luxe mais essentiellement de médicaments, de matériaux de construction, de pièces détachées automobile,...), les stupéfiants, les armes et explosifs, l'évasion de capitaux, les pollutions (notamment marines), les déchets dangereux, le trafic des êtres humains, le commerce illégal de la faune et de la flore...

Alors oui, nous avons besoin de douaniers pour assurer notre protection ! Non, nous ne voulons pas que nos enfants jouent avec des jouets toxiques ! Non, nous ne voulons pas nous soigner avec des médicaments dangereux pour notre santé !

À l'issue du rassemblement des douaniers, une délégation a été reçue par le cabinet ministériel. Celui-ci n'a pu que reconnaître l'importance de la mobilisation et s'est engagé à en tenir compte. Mais, ils ont également été très clairs sur le fait que coté emploi, il n'y aurait aucun retour en arrière. Les contraintes budgétaires seront appliquées, brutalement !

Considérant que cette réunion n'était pas porteuse d'avenir, les douaniers, avec leurs organisations syndicales, ont décidé de poursuivre l'action. **Les 7 et 14 décembre prochain, des initiatives se dérouleront devant les grandes surfaces pour informer les consommateurs des risques qu'ils courent avec cette politique de la terre brûlée.**

Il convient également de signaler la grande responsabilité dont font preuve les agents des douanes dans leur conflit. Il ne détériorent aucun bien public et se font entendre par la voix du nombre. Ce qui ne les empêche pas de faire preuve de fermeté et de détermination mais dans le respect du bien commun.

Montreuil, le 22 novembre 2013.